



.....

LETTRE OUVERTE À MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REFONDATION DE MADAGASCAR :

LA REDEVABILITE ENVERS LES CITOYENS MALAGASY, LE RESPECT DE LEURS DROITS SOUVERAINS SUR LES RESSOURCES NATURELLES LOCALES, ET LA SAUVEGARDE DE LA SOUVERAINETE NATIONALE DOIVENT ÊTRE AU CŒUR DE LA REFONDATION DE MADAGASCAR.

A l'aube de cette nouvelle année 2026 qui devrait inaugurer l'ère de la refondation de Madagascar, les organisations de la société civile et citoyens Malagasy signataires de cette Lettre Ouverte ont l'opportunité d'analyser avec le recul nécessaire les événements et les faits qui ont marqué la vie nationale depuis le changement de gouvernement au mois d'octobre 2025. Nos observations concernent les événements et les points de tension qui ont été occultés par la focalisation de l'attention générale sur les réponses aux revendications relatives aux besoins immédiats des diverses entités qui s'auto-proclament participantes actives à la lutte pour la refondation nationale.

Une vision claire et partagée de notre propre modèle de développement endogène

La Concertation Nationale en cours de préparation doit avoir pour but d'articuler une vision claire et exhaustive de notre propre modèle de développement qui aille au-delà des mesures à court terme qui ont été prises afin de répondre aux demandes exprimées par les diverses parties prenantes au soulèvement populaire. Une telle vision doit prioriser la réalisation des droits humains fondamentaux – i.e. les droits au travail décent, à l'alimentation, à l'eau, à l'habitat, à la santé, à l'éducation, à un niveau de vie décent - de tous les Malagasy sans distinction, et permettre d'assurer la cohésion sociale ainsi que la souveraineté nationale, tout en évitant d'accroître la dépendance envers l'extérieur.

La réalisation d'un tel modèle de développement endogène nécessite en premier lieu la sauvegarde des droits souverains des communautés sur leurs ressources naturelles locales, en particulier sur la terre. Comme vous le savez, à Madagascar, la sacralité de la terre est un principe profondément ancré dans notre culture et dans notre rapport à la nature. A cet égard, nous apprécions les efforts qui ont été faits en vue de la restitution de leurs terres aux populations locales, cependant, nous estimons que le cas des Réserves Foncières Touristiques (RFT) en général, et celui de Sakatia en particulier, est problématique.

En effet, la mise en place de la RFT d'Ampasindava–Sakatia n'a jamais été acceptée par les habitants et aucune concertation n'a jamais eu lieu entre la population locale et les autorités qui l'ont instaurée. Néanmoins, les autorités ont réaffirmé à plusieurs reprises leur volonté de maintenir la RFT afin d'attirer plus de touristes, et de lancer un appel d'offres pour attirer des investisseurs en vue de la construction d'un hôtel 5 étoiles. Cette démarche qui est tout à fait similaire à celle de la société GREEN MADA LAND soutenue par l'ex-gouvernement et rejetée par la communauté locale, aboutira insidieusement au partage des terres d'Ampasindava–Sakatia avec de riches investisseurs malgaches ou étrangers au détriment de la communauté locale, en dépit du discours officiel prônant le dialogue, la participation de la communauté au développement local, et la priorité donnée à ses intérêts et à la valorisation de ses compétences.

Nous sommes convaincus que la réforme foncière entreprise dans le cadre du processus de refondation en cours devrait être l'occasion de concevoir un nouveau concept de développement touristique mieux adapté aux réalités socio-économiques et culturelles et aux besoins actuels de la population locale. Dans cette perspective, nous soutenons la demande des membres de la communauté locale regroupés au sein de l'Association Anjava Sakatia qui « en appellent à la conscience des autorités centrales et locales afin qu'elles renoncent à leurs projets actuels et s'engagent aux côtés de la population pour promouvoir un tourisme partant véritablement des réalités locales, porté directement par les communautés de manière indépendante, sans une expulsion déguisée de leurs terres. »¹

En ce qui concerne notre propre modèle alternatif de développement, nous partageons leur vision selon laquelle « le développement à privilégier doit être un développement porté par chaque localité, capable de restaurer et de valoriser les valeurs fondamentales malgaches : la solidarité, la fraternité et l'attachement profond et viscéral à la terre ancestrale, valeurs que l'État a le devoir de promouvoir et de protéger. »²

Madagascar n'est pas à vendre et la souveraineté nationale n'est pas négociable

Dès la mise en place de la nouvelle équipe dirigeante, les autorités malgaches ont déclaré vouloir travailler "avec tout le monde". Cette position a intensifié les offensives diplomatiques des grandes puissances mondiales, qui convoitaient déjà les richesses de Madagascar et en ont fait leur champ de bataille géopolitique. En conséquence, Madagascar est devenu l'épicentre d'une puissante dynamique liée au "colonialisme climatique ou vert", i.e. aux stratégies géopolitiques et extractivistes des grandes puissances mondiales pour l'accès et le contrôle des « minerais critiques » pour leur transition énergétique et des sites géostratégiques, parallèlement aux zones en eaux profondes, à l'exploitation des hydrocarbures ou d'autres ressources marines dans la région de l'Océan Indien Occidental.

Nous sommes particulièrement alarmés par les tractations entre le Président de la Refondation de Madagascar et les émissaires du Président Donald Trump, sachant que dans le but d'obtenir le renouvellement de l'accord commercial préférentiel avec les Etats Unis dans le cadre de l'AGOA (Africa Growth and Opportunity Act), les anciens dirigeants Malagasy ont mis les minerais critiques de Madagascar sur la table des négociations lors de leur déplacement à Washington au mois de mars 2025. Selon eux, grâce aux réserves en minerais critiques dont il dispose, Madagascar pourrait jouer un rôle clé dans l'approvisionnement des États-Unis en terres rares, notamment grâce au projet Base Toliara.

De plus, en juin 2025, Madagascar a été invité par les États-Unis et l'Union européenne à adhérer au *Mineral Security Partnership Forum (MSPF)*, une initiative lancée par les États-Unis en 2022, visant à sécuriser les chaînes d'approvisionnement des minerais essentiels aux technologies de la transition énergétique dans les pays industrialisés. Le Conseil des Ministres avait alors accepté cette invitation à adhérer au MSPF en tant que pays producteur de minerais critiques.

¹ Déclaration de l'association Anjava Sakatia signée par les membres du Bureau de l'association le 12 janvier 2026.
Traduction française par le Collectif TANY le 16 janvier 2026.

² Ditto.

Cependant, ces anciens dirigeants Malagasy savaient très bien que les communautés concernées par le projet Base Toliara et par le projet d'exploitation des terres rares dans la péninsule d'Ampasindava s'opposent depuis plus d'une dizaine d'années à leur réalisation, en raison de leur toxicité et de leurs impacts potentiellement destructeurs sur leurs droits fondamentaux et leurs moyens d'existence. Lors de leur rencontre du 16 décembre 2025 avec le Président Michaël Randrianirina, leurs représentants ont encore réaffirmé leur ferme intention de ne pas laisser leurs terres ancestrales et leurs milieux de vie devenir des zones de sacrifice pour satisfaire les besoins militaro-industriels des Etats Unis d'Amérique et ceux de la transition énergétique Européenne en terres rares.

Compte tenu de l'arrivée imminente des émissaires français chargés du suivi des accords conclus avec le Président Emmanuel Macron lors de sa visite d'Etat en août 2025³, durant laquelle il avait insisté sur l'intérêt de la France pour les terres rares, nous alertons une fois de plus les autorités compétentes au sujet des impacts prévisibles de l'exploitation des terres rares qui seraient catastrophiques pour les écosystèmes et les moyens d'existence des communautés riveraines, tout en perpétuant la spoliation néocoloniale des ressources minières stratégiques de Madagascar, déguisée sous les habits verts de la « transition énergétique propre » dans les pays industrialisés.

L'urgence d'une régulation effective des investissements

La promotion des investissements directs étrangers qui fait partie des priorités énoncées par le gouvernement actuel pour Madagascar, ne doit pas impliquer la perte de la dignité et la servilité face aux investisseurs et aux tenants du pouvoir économique et politique mondial. Le courage et la capacité à défendre l'intérêt supérieur de la nation sont d'une importance capitale dans le contexte géopolitique actuel dominé par les visées impérialistes du Président des Etats Unis d'Amérique et sa compétition avec la Chine, la Russie et l'Union Européenne.

Dans cette perspective, un cadre de régulation effective des investissements doit être mis en place d'urgence, pour que les responsables étatiques soient tenus de remplir les obligations qui leur incombent d'assurer la primauté des intérêts nationaux, de protéger les communautés concernées contre toute violation de leurs droits, et de veiller à ce qu'elles disposent de voies de recours et de compensations adéquates. Cette mise en place visera également à améliorer la mise en œuvre et la transparence des processus relatifs aux études d'impact environnemental et social, dont tous les documents doivent être accessibles à tous, et en premier lieu aux membres des communautés concernées qui doivent aussi pouvoir exercer leur droit au consentement, libre informé et préalable aux projets d'investissement sur leurs territoires.

Nous sommes d'autant plus inquiets au vu des récentes négociations menées par Votre Excellence pendant son séjour aux Emirats Arabes Unis, lesquelles ont mené à la signature accélérée de plusieurs accords dont les citoyens Malagasy ignorent la plus grande partie des tenants et des aboutissants. L'importance des enjeux exige une plus grande prudence dans les négociations avec les investisseurs, mais aussi une transparence totale vis-à-vis des citoyens Malagasy et de leurs représentants élus. En ce qui concerne les communautés directement concernées par les projets d'investissements, il importe d'assurer impérativement la participation de leurs représentants dans la prise de chaque décision portant sur les contrats d'investissement, y compris sur l'attribution des parcelles de terrain à des fins économiques et/ou d'investissements étrangers.

Une transition énergétique juste et démocratique

La question des investissements dans le secteur de l'énergie est un enjeu de société et de développement qui doit faire l'objet d'un débat inclusif, éclairé et transparent avec une implication permanente de l'ensemble de la population, ainsi que l'information et le consentement préalable des communautés concernées. La politique énergétique basée sur les énergies renouvelables qui a été décidée par l'Etat doit viser en premier lieu à éradiquer la pauvreté énergétique qui affecte la grande majorité des ménages Malagasy, et à assurer une transition juste vers des systèmes d'énergie renouvelable axés sur les communautés et distribués selon les besoins spécifiques des différentes localités.

³ Africa Intelligence du 19 janvier 2026.

La création des systèmes d'énergie renouvelable doit ainsi encourager la participation citoyenne et les décisions de démocratisation de l'énergie, afin de garantir l'accès égal de tous à des sources d'énergie à un coût abordable, moins polluantes et plus saines, et leur appropriation par tous les Malagasy, en particulier par les femmes qui sont responsables de l'approvisionnement en énergie domestique. Des stratégies et des mesures tournées vers une prise de décisions participative et décentralisée devront être mises en place pour permettre au plus grand nombre de bénéficier directement de la chaîne de valeur des nouveaux systèmes énergétiques.

Ces nouveaux systèmes énergétiques doivent également créer les conditions d'un développement économique local florissant, en définissant l'approvisionnement énergétique en fonction du bien commun et en encourageant véritablement la démocratisation de l'énergie. Ils ne doivent pas aggraver la crise climatique, mais améliorer la résilience aux catastrophes naturelles et aux conséquences du réchauffement planétaire, et favoriser une industrialisation nationale autonome et respectueuse du bien-être social, des écosystèmes et de la biodiversité unique de Madagascar.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous voudriez bien apporter à l'ensemble de nos remarques et propositions, et d'en tenir compte dans la formulation des politiques générales et sectorielles dans le cadre de la Concertation Nationale.

Nous continuerons d'observer de près les développements autour des questions que nous avons soulevées, en concertation avec nos partenaires au sein de la société civile et des communautés locales.

Dans l'attente d'une suite favorable à nos propositions, nous vous prions d'agréer, Votre Excellence, l'assurance de notre très haute considération.

Antananarivo le 21 janvier 2026

- Centre de Recherches et d'Appui pour les Alternatives de Développement – Océan Indien (CRAAD-OI)
craad.madagascar@gmail.com ; <http://craadoimada.com>
- Collectif pour la Défense des Terres Malgaches – TANY
- Concret-S Human Rights
- Femme en Action Rurale de Madagascar (FARM)
- Femwise Afrique
- Mentor ECCE. Education, Civisme, Citoyenneté et Environnement
- Mouvement Jeunesse et Citoyenneté
- Ny Tontoloko
- Observatoire de la Jeunesse
- Observatoire National des Droits Humains – ONDH
- Réseau Malgache du Handicap
- Réseau des Jeunes pour le Développement Durable (RJDD)
- Réseau des jeunes - NOSYW
- Rindra Ifandrimbonana ho Vanona – Madagasikara (RIVA)